

# Les animaux, nouveaux sujets politiques

De l'animal-machine de Descartes au XVII<sup>e</sup> siècle aux « animal studies » structurées dans les universités américaines au début des années 2000, le regard des sciences sociales sur les animaux a changé

« Ils sont plus malins que nous », titrait le *New York Times* en juillet. Qui donc ? Ces pies et ces corbeaux bâtisseurs de nids repérés à Anvers ou à Rotterdam, faits à partir d'aiguilles arrachées à des dispositifs anti-oiseaux. « Les pies ont réussi à transformer une architecture hostile en maison », observe le journal. Des nids d'acier, blindés comme des bunkers, tel un geste d'adversité rendu à l'envoyeur. Comme celui des orques, qui multiplient, depuis trois ans, les attaques groupées des bateaux au large de Gibraltar – les repré-sailles, peut-être, d'un accident dont aurait été victime une orque matriarcale, percutée par un bateau en 2020. Si ce comportement animal inhabituel ne fait toujours pas l'objet d'un consensus scientifique, les réseaux sociaux ont déjà tranché, s'enthousiasmant pour cette apparente révolte en famille sous le hashtag #orcauprising (soulèvement d'orques).

L'idée s'est diffusée comme une nouvelle évidence : les animaux seraient capables de se défendre contre l'humain, peut-être même de se venger, et donc, pourquoi pas, d'agentivité, c'est-à-dire d'agir sur le monde en fonction de leurs propres expériences. C'est aussi le fil conducteur de la série *Abysses*, diffusée sur France 2, adaptée du best-seller international de l'Allemand Frank Schätzing (*Der Schwarm*, Kiepenheuer & Witsch GmbH, 2004, traduit en 2008, Presses de la cité), dans laquelle une force mystérieuse venue des profondeurs utilise des créatures marines pour déclarer une guerre contre l'humanité. Voici l'être humain passé d'espèce menaçante à espèce menacée.

Ces scénarios témoignent du retournement de notre regard sur les animaux, à la faveur d'un bouleversement ontologique qui n'en finit pas d'ébranler la place à part de l'être humain. Baptiste Morizot fait des loups des *Diplomates* (Wildproject, 2016) ; Vinciane Despret nous incite à *Penser comme un rat* (Quae, 2009), à *Habiter en oiseau* (Actes Sud, 2019) ou encore à imaginer l'*Autobiographie d'un poulpe* (Actes Sud, 2021), dans laquelle elle inventait la « théro-linguistique », une branche de la linguistique « attachée à étudier et à traduire les productions écrites par des animaux ». La philosophe Florence Burgat s'intéresse à *L'Inconscient des animaux* (Seuil, 272 pages, 23 euros), l'historien Eric Baratay aux *Cultures félines* (Seuil, 2021).

## FRONTIÈRE BROUILLÉE

Animaux-machines sans conscience et incapables de souffrance selon Descartes (1596-1650), longtemps considérés comme « meubles » par le droit, les animaux sont entrés dans notre sphère morale, ont été dotés de droits, et promus par le code civil en 2015 « êtres vivants doués de sensibilité ». « Nous sentons qu'à l'intérieur de cet autre corps, sous les plumes et la fourrure, il y a quelqu'un », écrit la philosophe Corine Pelluchon, dans la postface à l'édition française de *Zoopolis* (2011, traduit en 2016, Alma Editeur). Dans ce livre qui a fait date, les philosophes canadiens Sue Donaldson et Will Kymlicka considèrent les animaux comme des « êtres politiques » et proposent d'appliquer la notion de citoyenneté aux animaux domestiques. Nous avons appris à envisager leur intériorité, leur culture. C'est désormais leur puissance d'agir politique que l'on considère.

Dans *Révoltes animales* (Divergences, 2022), le philosophe autrichien Fahim Amir s'intéresse aux résistances des bêtes à l'exploitation et dessine une « vision politique ensauvagée mêlant humains et animaux dans un horizon partagé ». Dans *Autonomies animales* (Michel Lafon, 214 pages, 15,95 euros), le jeune militant Vipulan Puvanewaran appelle à « ouvrir des fronts de luttes interspécies », à la suite de Léna Balaud et

Antoine Chopot, qui déjà dessinaient la perspective d'une « coalition des soulèvements des vivants humains et non humains », au sein de leur ouvrage *Nous ne sommes pas seuls* (Seuil, 2021).

C'est que la frontière qui nous sépare de l'animal n'en finit plus de se brouiller. « Il est temps, en effet, de s'apercevoir que les animaux ne rentrent pas, sinon par un forçage violent, dans les catégories où nous les avons placés », écrit Florence Burgat, dans *Une autre existence. La condition animale* (Albin Michel, 2012). A la fin des années 1990, des penseurs tels Bruno Latour et Philippe Descola ont rappelé que le dualisme entre nature et culture, loin d'être universel, était une caractéristique tardive de la pensée occidentale. Loin de notre « ontologie naturaliste », selon la formule de Descola, d'autres cultures ont développé des rapports différents à leur environnement, envisageant, par exemple, des liens de parentalité entre les êtres humains, les animaux et les plantes.

Mais c'est aussi par la science que se sont ébranlées les certitudes sur ce qui serait le « propre de l'homme ». Les progrès de l'éthologie ont mis au jour le fait que des centaines d'espèces animales socialement complexes pouvaient être largement considérées comme constituant des sociétés culturelles. Ou encore le fait que les animaux pouvaient avoir leur personnalité propre, échappant aux caractéristiques de leur espèce. En 2012, treize neuroscientifiques signaient la « Déclaration de Cambridge sur la conscience », un manifeste affirmant l'existence chez les animaux non humains d'une conscience analogue à celle des animaux humains. Sorti le 4 octobre et grand succès critique, le film *Le Règne animal* achève, en fiction, l'hybridation : certains humains y sont frappés d'un étrange mal qui les fait muter en créatures chimériques, à la fois terrifiantes et poétiques, craintes et exterminées.

L'idée d'une continuité entre humains et non-humains a même fini par reformuler ce qui devait relever des sciences « humaines » et « sociales ». Depuis une vingtaine d'années, « un profond regain d'intérêt pour les animaux se manifeste en sciences sociales », explique le sociologue Dominique Guillo, auteur de l'article « Quelle place faut-il faire aux animaux en sciences sociales ? » (*Revue française de sociologie*, janvier-mars 2015). Les recherches, variées, sont issues de disciplines très diverses, mais « ont en commun d'insister sur la nécessité de reconnaître aux animaux une forme d'agentivité, un statut d'acteur, du moins à certains d'entre eux ».

Un « surgissement animal », qui « se mesure au nombre rapidement croissant des travaux scientifiques produits », confirme Emilie Dardenne, responsable du diplôme « animaux et société », à l'université Rennes-II, et autrice d'une *Introduction aux études animales* (PUF, 2020). Ce nouveau champ de recherche fait le pont entre les sciences de la vie et de l'environnement et les sciences humaines et sociales, en s'intéressant aux relations entre humains et autres animaux, à leurs représentations dans le langage ou la culture. Issues des *cultural studies* (« études culturelles »), par lesquelles la recherche a porté son attention sur des groupes humains ignorés et marginalisés, les *animal studies* (« études animales ») sont nées aux Etats-Unis et se sont structurées dans le champ académique

américain autour des années 2010. Elles ont maintenant leurs très nombreuses revues spécialisées, ainsi que leurs chaires et départements universitaires. En France, le jeune réseau CNRS ORCA (Observatoire de recherche sur la condition animale), créé en mai 2023, regroupe une soixantaine de chercheurs de toutes disciplines, lesquels, en s'intéressant à la condition animale et aux relations anthropozoologiques, entendent faire « dialoguer sciences sociales et sciences du vivant ».

Les études animales trouvent leurs origines théoriques dans le mouvement animaliste contemporain, impulsé notamment par les travaux des philosophes Peter Singer ou Tom Regan, qui ont fait entrer les animaux au cœur de nos considérations éthiques, quoique selon des logiques différentes. Les animaux, estimait l'Américain Tom Regan (1938-2017), ont une vie au sens biologique, et non uniquement une vie biologique. De simples objets, ils deviennent « sujets-d'une-vie » : ils ne sont pas seulement en vie, mais ils ont une vie.

## APPREHENDER UN « VÉCU » ANIMAL

Auteur de *Biographies animales. Des vies retrouvées* (Seuil, 2017), l'historien Eric Baratay confirme l'émergence d'une « approche, depuis une quinzaine d'années, sur l'animal acteur, l'animal agent, qui fait faire des choses aux humains, mais aussi l'animal qui agit par lui-même ». La définition de l'histoire proposée par Marc Bloch (1886-1944) – la science des hommes dans le temps – serait devenue trop restrictive : « Les sociétés animales ne sont pas des sociétés sans histoire, comme on l'affirmait encore, il y a peu, à propos des sociétés humaines dites "traditionnelles", ce qui montre au passage que dénier ou accorder une histoire à autrui n'est pas un geste innocent mais politique. » En le croisant avec la connaissance éthologique actuelle, l'historien peut tenter d'appréhender un « vécu » animal. Eric Baratay reconstitue ainsi l'histoire de la girafe du Jardin des plantes, de Warrior, un cheval engagé dans la première guerre mondiale, ou du taureau qui causa la mort du torero Manolete : des récits de vies sensibles, prises dans l'histoire.

Faisant l'histoire, aussi. Aux côtés des hommes : dans *La Ronde des bêtes* (La Découverte, 456 pages, 25 euros), l'historien François Jarrige retrace ainsi l'épopée du moteur animal – les manèges de chevaux qui permettaient de produire de l'énergie bon marché – et son importance centrale dans la fabrique de la modernité. Ou contre l'homme, comme ces cachalots qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, s'opposèrent aux baleiniers au cœur d'une véritable bataille racontée par Alain Sennequin, spécialiste de la faune sauvage, dans son livre *L'Incroyable Victoire des cachalots dans leur guerre contre les baleiniers au XIX<sup>e</sup> siècle* (L'Onde, 2020). Abandonnant leurs formations défensives habituelles, les cétacés auraient appris à nager contre le vent pour échapper aux navires des chasseurs. Il s'agissait, estiment des biologistes britanniques, d'une évolution culturelle, beaucoup trop rapide pour être une évolution génétique, et qui provoqua, en tout cas, la chute de l'activité baleinière américaine.

Le temps est loin où Descartes voyait dans l'animal une machine, et le théologien Malbranche (1638-1715), dans le gémissement

d'un chien à qui l'on donnait un coup de pied, non l'expression d'une souffrance, mais le signe que ses rouages avaient été endommagés par le choc. Là où nous voyions un automate, nous avons appris à voir un animal qui s'affirme. Quant à voir un geste politique, il n'y a qu'un pas, que franchissent certains. Après l'éthique animale, les droits des animaux, les *animal studies* se sont ouvertes à la théorie politique.

Chez Sue Donaldson et Will Kymlicka, auteurs de *Zoopolis*, il ne s'agit plus seulement – comme c'était le cas pour Peter Singer ou Tom Regan – de mettre en avant les capacités sensibles et cognitives des animaux pour y trouver le fondement d'une exigence de considération morale. Il convient, selon eux, de revoir les contours de la communauté politique, en y incluant les animaux et en leur donnant des droits positifs, dont, pour ce qui concerne les animaux domestiques, la citoyenneté.

## LES ANIMAUX SE RÉVOLTENT

« Il faut être fou pour affirmer que les animaux sont politiques, et je suis assez fou pour cela », écrit le philosophe Fahim Amir, dans *Révoltes animales*. La polis, centre religieux et administratif de la cité, lieu du politique, « a été pensée comme l'espace auquel nul animal, nul esclave et nulle femme n'avaient accès ». Mais « la prétendue pleine possession des capacités humaines est-elle la condition sine qua non d'un être politique ? », se demande Fahim Amir. Sa réponse est non : « Il suffit de s'opposer à la domination exercée sur soi pour s'avérer politiquement actif. »

« Les animaux se révoltent, évidemment, dit Eric Baratay. Quand dans les mines, au XIX<sup>e</sup> siècle, un cheval est maltraité, il s'arrête de travailler. Il se met en grève, tout simplement. Pendant la première guerre mondiale, on trouve des cas de chevaux déserteurs. Ne serait-ce que tomber malade et mourir est une forme de résistance. » Le cheval de Marx (1818-1883) qui « n'en fait qu'à sa tête » (*Le Capital*, 1867), l'animal de zoo qui refuse de se montrer, les vaches qui bloquent les machines de traite, les essaims d'abeilles qui fuient en masse les ruchers industriels, les saumons qui meurent de désespoir dans les élevages aquacoles : la résistance animale fonderait le geste politique. « La question de la subjectivité politique ne dépend plus de la capacité de délibérer intentionnellement, note Paul Guillaibert, philosophe et auteur de *Exploiter les vivants* (Amsterdam, 208 pages, 13 euros). Elle concerne ceux qui résistent, à des degrés très différents, à leur mise au travail, à leur domination et à leur exploitation. »

« Les animaux font-ils partie de la classe ouvrière ? », se demandait ainsi l'historien Jason Hribar, en 2003, voyant dans l'animal « un camarade qui produit, résiste et façonne le monde activement » (*Labor History*, vol. 44). Alors que Marx considérait le travail comme essentiellement humain, certains penseurs tentent d'appliquer une lecture marxiste de la condition animale. Au cirque, sur des champs de courses, dans les laiteries industrielles, où l'on injecte des hormones aux vaches pour qu'elles produisent du lait en permanence, dans les forêts, où les éléphants aident au débardage du bois... les animaux, évidemment, travaillent. Toutefois, les avis divergent quant à savoir ce qui relève de l'exploitation. « Où est notre Marx zoologiste quand nous en avons besoin ? », se demandait ainsi Donna Haraway, dans *Quant les espèces se rencontrent* (La Découverte, 2021, « Les empêchements de penser en rond »).

Pour la sociologue et zootechnicienne Jocelyne Porcher, on ne peut parler de travail animal que lorsque les animaux sont engagés dans des rapports de production qui impliquent des humains : le castor qui construit son barrage ne travaille pas. « Les animaux d'élevage sont d'une certaine manière

LES ANIMAUX  
SERAIENT CAPABLES  
DE SE DÉFENDRE  
CONTRE L'HUMAIN,  
PEUT-ÊTRE MÊME  
DE SE VENGER



CHRISTELLE ENAULT

n'est plus possible de parler économie, décisions politiques ou normes sanitaires sans prendre en compte ce que ces virus nous font faire».

Dans *Proliférations* (Wildproject, 2022), l'anthropologue Anna Tsing appelle à prêter attention à ces «monstres écologiques» que sont les espèces qui détruisent un milieu transformé par l'humain. Ainsi des méduses, dont la prolifération est favorisée par les infrastructures de pleine mer. Ou de cet inoffensif insecte mangeur de sève de riz aux Philippines, qui ravage les rizières depuis que l'azote synthétique a été utilisé comme engrais. Face à un animal ou à une plante qui en vient à se frayer un chemin de destruction dans le paysage, «il nous incombe de ressentir les terreurs et les trahisons qu'ils renferment», avertit Anna Tsing. Au lieu de voir «algues vertes, sargasses, méduses, virus, berce du Caucase, sénecion du Cap, criquets pèlerins» comme des adversaires à éradiquer, disent Balaud et Chopot, il conviendrait de les comprendre comme «des indicateurs vivants qui nous aident à sortir de la confusion politique, en nous indiquant les actes cachés bien précis des responsables des ravages et injustices écologiques».

Ce tournant «non humain» ne fait évidemment pas l'unanimité : il est critiqué tant sur le plan conceptuel que sur celui de l'efficacité politique. Par l'écologiste suédois Andreas Malm, notamment, qui lui reproche l'occultation des causes agissantes – c'est-à-dire humaines – du ravage écologique. Pour ce promoteur du sabotage contre les infrastructures en tant que forme d'activisme climatique, les humains «sont les seuls à pouvoir se soulever et à débarrasser leurs économies des combustibles fossiles», écrit-il dans *Avis de tempête* (La Fabrique, 240 pages, 18 euros). Il semble alors plutôt décourageant et démobilisant de leur dire qu'ils n'ont rien de spécial, que rien ne les sépare d'un animal ou d'une machine, qu'ils n'ont pas un rôle central dont tout le reste dépend.

«Il y a une violence qu'on fait [aux animaux] en voulant les embarquer dans nos projets politiques», juge pour sa part le sociologue Dominique Guillo. Si la manière dont on va les décrire dépend de l'ontologie que l'on a – dualiste, animiste –, «cela signifie que ce qu'est l'animal, essentiellement, dépend de la façon dont l'humain va le regarder». Finalement, l'animal politisé serait «une ruse de la raison anthropocentrique, à travers laquelle celle-ci se maintient en affectant de s'abolir».

Pour le philosophe Pierre Charbonnier, auteur d'un article sur *Zoopolis* dans la revue *Tracés* (2015), ouvrage dans lequel les auteurs proposent d'appliquer la citoyenneté aux animaux domestiques, ou la notion de souveraineté aux animaux sauvages, «les relations entre humains et animaux ont une dimension asymétrique qu'il est inutile et contre-productif de vouloir contourner». Les sentiments que l'on éprouve pour les animaux «ne doivent pas être traduits en principes politiques, car ils ne se décollent jamais du niveau de l'affectivité et de l'interaction». Or la politique suppose d'avoir des intérêts contradictoires.

Traiter politiquement avec les animaux ne prendrait pas nécessairement la forme d'une paix perpétuelle. «Des animaux pleinement politiques pourraient bien nous faire la guerre», note Charbonnier. Tel Sage l'Ancien, le cochon de *La Ferme des animaux*, d'Orwell (1945), qui disait à ses «camarades», les appelant au soulèvement : «N'écoutez jamais quand on vous dit que l'homme et les animaux ont des intérêts communs, que de la prospérité de l'un est la prospérité des autres. Ce ne sont que des mensonges. (...) Tous les hommes sont des ennemis. Les animaux entre eux sont tous camarades.» ■

VALENTINE FAURE

les «ouvriers» obscurs, un sous-prolétariat ultra-flexible, corvéable et destructible à merci», écrit-elle, dans l'article «Les vaches collaborent-elles au travail?» (*Revue du Mauss*, 2010). Chez certains producteurs de porcs, la relation avec les truies est décrite comme un travail de «gestion du personnel». «Il faut en effet opérer une sélection entre les truies productives et improductives, vérifier la capacité des animaux à assurer la production attendue, s'assurer de la qualité de la production», relève l'autrice.

#### «COMPAGNONNAGES DE LUTTE»

«Il n'est pas excessif d'affirmer que les porcs font partie intégrante de la classe ouvrière, tranche le professeur de critique de l'économie politique Mark Neocleous. C'est la raison pour laquelle le porc se retrouve au cœur du conflit de classe.» Dans le *Manhattan* du XIX<sup>e</sup> siècle, rappelle Fahim Amir, les cochons vivaient en liberté et se nourrissaient seuls, aidant à réduire la quantité de déchets et servant de moyen de subsistance aux pauvres. Ils furent l'objet, sur fond de gentrification de la ville, d'une lutte visant à la débarrasser de leur présence. Les *hog riots*, «émeutes aux cochons», virent s'affronter les habitants aisés, soucieux de les chasser, et les propriétaires de porcs, qui résistaient à ce mouvement. Dans *Taming Manhattan* (Harvard University Press, 2014, non traduit), l'historienne Catherine McNeur fait de cette campagne anticochons le produit d'une haine de classe dirigée aussi bien contre les porcs que contre les immigrés ou les prostituées. Il y aurait donc des communautés de destin «interespèces».

L'histoire de la protection des animaux elle-même exprimerait des rapports de classe. En France, la première loi pour la protection des animaux, votée en 1843, ne concerne qu'une seule catégorie de bêtes : les chevaux. Dans *Le Manifeste*, Marx rangeait les «protecteurs des animaux» dans le camp du

«socialisme conservateur et bourgeois». Il méprisait ces associations qui, «plutôt que de défendre le cocher qui, dans la rue, travaille de manière assez insoutenable, vont défendre le cheval qu'il est en train de fouetter pour le faire avancer», raconte Roméo Bondon, géographe.

Quelques penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle, pourtant, ont tenté «de faire des ponts entre différents systèmes d'oppression, différentes dominations subies à la fois par des travailleurs, par des animaux, mais aussi par les femmes ou des populations colonisées». Dans le livre *Cause animale, luttes sociales* (Le Passager clandestin, 2021), Roméo Bondon a rassemblé des textes qui montrent le lien – marginal – entre critique du capitalisme et cause animale. «Pour ma part», écrivait le géographe anarchiste Elisée Reclus, en 1884, j'embrasse aussi les animaux dans mon affection de solidarité socialiste.» La souffrance des bêtes alimente la révolte contre les abus de la puissance. Notamment chez certaines féministes, qui font une analogie entre le sort des femmes et celui des animaux. «C'est que tout va ensemble», écrivait Louise Michel, depuis l'oiseau dont on écrase la couvée jusqu'aux nids humains décimés par la guerre.»

Cent cinquante ans plus tard, la juriste Tiphaine Lagarde, coprésidente de l'association antispéciste 269 Libération animale, défend un activisme qui «permet d'inclure les animaux non humains dans la lutte, en les individualisant, en partageant leurs gestes de résistance, en étant "avec eux" et plus seulement là "pour eux"», déclarait-elle en 2017 à la revue *Ballast*.

Il est alors moins question de «protéger» les animaux, logique qui relève du «paternalisme moral», selon Paul Guillaibert, que de créer des alliances avec eux. «La question dominante de l'éthique animale – "les animaux peuvent-ils souffrir?" –», écrit Fahim Amir, cède la place à une autre interrogation, politique. Où et comment les animaux

résistent-ils, ont résisté? Où trouve-t-on, où a-t-on trouvé des compagnonnages de lutte entre humains et animaux? Ainsi peuvent naître d'authentiques sentiments de solidarité non innocents.»

Sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les militants avaient ainsi mobilisé la figure du triton crêté, espèce locale protégée, au nom d'un intérêt commun : que cet aéroport ne se fasse pas. «Que l'on soit humain ou non, nous subissons la même production de vulnérabilité de masse, à chaque fois de manière située et incommensurable, mais toujours nécessaire au bon fonctionnement de la mégamachine à profits», observent Léna Balaud et Antoine Chopot dans *Nous ne sommes pas seuls. Politique des soulèvements terrestres* (Seuil, 2021).

**«CE QU'EST L'ANIMAL, ESSENTIELLEMENT, DÉPEND DE LA FAÇON DONT L'HUMAIN VA LE REGARDER»**

DOMINIQUE GUILLO  
sociologue

#### UN TOURNANT «NON HUMAIN» CRITIQUÉ

Le rapport de force ne se joue plus entre humains, mais s'étend à «d'autres coalitions d'humains et de non-humains, plus libératrices, terrestres, égalitaires et autonomisantes, qui inventent toutes sortes de manières de faire obstacle à la mise au travail du monde». Selon les auteurs, les salariés et les syndicats de Fleury Michon doivent apprendre à «fabriquer des problèmes politiques avec les cochons».

Loin des orques animées par un esprit de vengeance et des corbeaux qui nous nargueraient avec leurs nids cyberpunk, c'est au niveau le plus microscopique que s'observe la puissance d'agir : celle du SARS-CoV-2, par exemple. Non comme une «Nature-qui-se-venge» : il faudrait plutôt voir, dans les désordres, des formes d'insubordination de masse. «Ces virus et le ralentissement géant que leur propagation a provoqué sont la parfaite incarnation d'une puissance d'agir extrahumaine, qui rend immédiatement tangibles et compréhensibles les analyses du tournant non humain», décryptent les deux philosophes. Ainsi, «il

